

RÉEL CRIMINEL

MARS 2025 | n°3

The background image shows two silhouetted figures standing in front of a large, intense fire. One figure on the left is holding a flaming torch, and the other figure on the right is holding a long pole or staff. The fire is bright orange and yellow, creating a dramatic and somber atmosphere.

À l'origine de tout, la « Politique » de la ville

ZONES HORS-CONTRÔLE
stupéfiants - émeutes - homicides



Retrouvez l'ensemble des numéros disponibles et commandables sur www.revueconflits.com

Conflits | 32 rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris | 01 84 79 01 34 | www.revueconflits.com | contact@revueconflits.com

Cartographie
Séverine Germain (SG Cartographie) et QualCity

Direction Marketing
Link-Edit

Coordination du projet Réel Criminel
Xavier Raufer - avec la base documentaire CRIMINO

Rédacteur en chef
Jean-Baptiste Noé

Conflits est édité par la Société d'Édition et de Presse Antéios (SEPA), SARL au capital de 212 000 €. Siège social: 32 rue du Faubourg Poissonnière, 75010 Paris.
Directeur de la publication: Gil Mihaely.
RCS Paris n° 802 072 504. Dépôt légal à parution.
ISSN : 2274-4444
Commission paritaire 0624192339. Distribution MLP.
Impression: BLG Toul, 2780, route de Villey Saint-Etienne - 54200 Toul
Printed in France / Imprimé en France

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Le comité scientifique contribue à l'élaboration de la revue et veille au respect des principes énoncés dans l'éditorial du numéro 1, Manifeste pour une géopolitique critique

Fabrice Balanche, Lyon II - **Olivier Battistini**, Université de Corse - **Daniel Dory**, Université de La Rochelle - **Christian Harbulot**, Directeur de l'École de guerre économique - **Jean-Marc Holz**, Géographe, cartographe - **Pascal Lorot**, Président de l'Institut Choiseul - **Martin Motte**, EHESS - **Anne Mandeville**, Université Toulouse 1 - **Éric Pomès**, Saint-Cyr Coëtquidan - **Jean-Robert Raviot**, Université Paris-Nanterre - **Christophe Réveillard**, Sorbonne-Université - **Hélène Terrom**, Université catholique de l'Ouest - **Hervé Théry**, CNRS - **Catherine Van Offelen**, analyste géopolitique - Recteur **Charles Zorgbibe**, Université Paris 1

Crédit Couverture et p.9 : Toufik-de-Planoise

Copyright 2025 Conflits. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus. Sauf avec notre accord et dans les cas où elle est autorisée expressément par la loi et les conventions internationales, toute reproduction totale ou partielle du présent numéro est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. Sauf accord express, la reproduction des cartes publiées dans Conflits est formellement interdite.

POURQUOI RÉEL CRIMINEL ?

Pour chiffrer et étudier les évolutions de la criminalité en France, il est difficile de se fier au ministère de l'Intérieur qui multiplie les omissions ou falsifications, comme nous l'établirons. Les chiffres sont de plus en plus opaques : naguère contrepoids aux chiffres incontrôlés de l'Intérieur, des organes indépendants produisaient des "Enquêtes de victimation" détaillées sur les crimes subis par la population. Or, ces organes démantelés, les futures "Enquêtes de victimation" sont à 100% produites à Beauvau : tout élément comparatif a ainsi disparu.

Autre problème majeur, la plupart des "journalistes police-justice" des médias "d'information" sont soumis au service de presse du ministère de l'Intérieur, qui les contrôle par du chantage à l'info, qui décide des sujets de publication, etc.

La radiographie criminelle de la France incombera donc à RÉEL CRIMINEL, dont la base documentaire accumule chaque mois des milliers de faits et données tous sourcés et recoupés avec soin. Sa mission : d'ici l'élection présidentielle (2027 par hypothèse), divulguer la réalité criminelle aux publics intéressés.



Xavier Rauffer
Criminologue

1983 - Tout commence...

“Ce qui demeure, les poètes le fondent”
Friedrich Hölderlin

En **1967**, Jean-Luc Godard (le poète, donc) signe *Deux ou trois choses que je sais d'elle*, film critique-prédictif tourné en 1966 aux **4 000** à **La Courneuve**, cité-phare de la Seine Saint-Denis, « étape importante dans la représentation d'une banlieue parisienne, filmée de l'intérieur ». Bon ou mauvais présage ?

Mauvais, plutôt. Mais d'abord, un bref retour en arrière s'impose :

-En **1980**, un comptage officiel établit qu'en France, vivent environ 820 000 Algériens dont ± 130 000 mineurs de moins de 16 ans.

-En **1982**, le journal de l'émigration « L'Algérien en Europe » publie un entretien avec un jeune immigré de La Courneuve. De sa cité (les 4 000), il dit : « *C'est une poubelle, c'est tout* ».

-Début **1983**, des éléments de cette jeunesse immigrée s'agitent dans les banlieues : **Mulhouse** (68), **Garges-lès-Gonesse** (95), **Nanterre** (92).

Nous voici à l'été **1983** ; François Mitterrand est président de la République, le ministre des Affaires sociales et de la solidarité est Pierre Bérégovoy et la secrétaire d'État à la famille, la population & aux travailleurs immigrés, Georgina Dufoix.

Quand approche l'été 1983, l'agitation s'aggrave. La nuit du **19 juin**, une émeute éclate aux **Minuettes**, à Vénissieux (69), puis ailleurs. Lisons Le Monde (12/07/1983) : « *À la fin juin - début juillet, la vie des banlieues semble marquée par de nombreux incidents. Des batailles rangées ont opposé jeunes et policiers (...) Les jeunes en cause, n'en déplaise à quelques bonnes âmes, sont souvent d'origine maghrébine et l'été chaud que l'on craint serait d'abord le fait de cette "deuxième génération immigrée" qui a grandi en France dans les banlieues les plus déshéritées.*



Une génération qui hésite entre l'intégration et la révolte ».

La révolte, plutôt. Aux **4 000**, la nuit du 9 juillet 1983, **Toufik O.** et ses copains tirent des pétards. Devant aller au travail à 4h du matin, un voisin exaspéré tire à la carabine à plombs. Le coup est fatal : Toufik meurt. Le **11 juillet**, émeute aux 4 000 : policiers assaillis, vitrines brisées, un tabac-journaux et une voiture de presse incendiés, des cars de CRS ravagés. Le rapport de la police parle de « *200 jeunes à majorité maghrébine* » impliqués.

Émergent alors les symptômes d'un aveuglement qui perdure les quatre décennies suivantes. Un policier dit même sur la cité des 4 000 : « *Les 4 000, ce n'est pas Chicago* » - formule-fétiche d'une foule d'élus ensuite, partout en France.

Dès lors, tout s'enchaîne :

-Le **11 juillet 1983**, une note du secrétaire général de l'Élysée au président Mitterrand révèle que la Commission nationale pour le développement social des quartiers (CNDSQ, ancêtre des dispositifs officiels de la « Politique de la Ville ») compte **22 quartiers en ébullition**, partout en France.



-À la mi-juillet **1983**, L'Unité (l'hebdo du PS) titre « La bataille pour la Ville est ouverte »,

-Le **26 juillet**, F. Mitterrand va aux 4 000 avec l'architecte gauchiste Roland Castro.

-Le **27 juillet**, accord est décidé entre l'État et le maire de la Courneuve pour réhabiliter les 4 000.

-Le **2 septembre**, F. Mitterrand dit au Journal d'Aubervilliers : « *L'habitat social dégradé où se trouve logée une population dont les enfants cumulent tous les handicaps de la vie, doit disparaître de notre pays. J'y veillerai personnellement* ».

-Partie de Marseille le **15 octobre 1983**, une « **Marche pour l'égalité et contre le racisme** » (« Marche des Beurs ») arrive à Paris le 3 décembre, après être passée aux 4 000.

Dès lors, le carcan conceptuel « **Banlieues** » est hermétiquement vissé jusqu'à ce jour : une simple affaire d'habitat, de social, de réhabilitation du bâti. Les organismes affectés à cette affaire portent des noms soigneusement évasisifs : quartiers... ville... Pas d'immigrés là-dedans, ni de fanatisme islamiste... Encore moins, de crime.

Accélééré-avant : nous sommes en **février 2025**, quarante-deux ans plus tard.

Les 22 quartiers dont il fallait assurer le « développement social » ont métastasé jusqu'à être environ **1 400**, largement criminalisés. Les pires de ces **zones hors-contrôle** (ZHC) sont dites « de reconquête républicaine » - formule révélant même à simplet qu'en cours de route, de 1974 à 2025 - un demi-siècle d'errements ! - la République les a perdus.

Perdus en 2025, cela signifie quoi ?

Dans les « territoires perdus de la République », une criminalité exubérante

Tout ce qui figure ci-après est issu de notre base documentaire, précisément vérifié et sourcé. Tout concerne un seul semestre d'accumulation de données ; mais depuis 2020, chaque semestre présente d'analogues manifestations criminelles.

Les actes et situations ci-dessous dépeints sont commis dans ces zones hors-contrôle, ou à proximité, par des individus issus de ces secteurs.

Usage constant par les émeutiers, partout en France, de « mortiers d'artifice » d'abord festifs mais détournés : tube de carton ou plastique chargé d'une dose d'explosif fusant. Le projectile part à 30-40 km/h, et éclate à des dizaines de mètres. À l'impact, choc violent ; risques d'incendie ou de brûlures chimiques.

Dans les zones hors-contrôle, les voyous pratiquent l'enlèvement pour régler leurs comptes (« embrouilles » aux stupéfiants, etc.). Les séquestrés sont libérés contre de fortes sommes (50 000 à 100 000€). Même si ensuite, la police apprend l'enlèvement, les victimes se taisent.

Les quartiers sous l'emprise des gangs sont marqués par des **trafics de stupéfiants**, des points de deal et de véritables « supermarchés de la drogue ». Les violences armées y sont fréquentes, avec des guerres entre bandes rivales issues de cités ou de quartiers voisins. **Les fusillades** éclatent souvent la nuit, parfois en longues rafales.

Les expéditions punitives et **les règlements de comptes** rythment le quotidien, tandis que les forces de l'ordre et les pompiers deviennent des cibles. Ils sont régulièrement pris dans des guets-apens, essuyant des jets de projectiles et de cocktails Molotov.

La « justice » privée règne entre bandits, imposant la loi du silence à la population. Les tirs

d'intimidation se multiplient, tout comme les agressions ou les lynchages de passants. Les repréailles sont courantes, maintenant un climat de peur et de tension permanente.

Des enlèvements pour « dettes » sont fréquents. Un policier témoigne : « *Ils ont été élevés dans un quartier où c'est normal, où ça se passe comme ça* ». Les caves d'immeubles débouchent souvent sur des issues arrière, facilitant les fuites. Des rabatteurs guident les clients, aidés par des flèches tracées sur les murs. L'impact des descentes de police est temporaire : « *Deux jours après, ça recommence* », poursuit-il. Il ajoute : « *Incendie à Vaulx-en-Velin, 10 morts, dès le lendemain de l'incendie, les dealers étaient à nouveau en place* ».

Des meutes armées, composées de 20 à 50 individus, peuvent se mobiliser subitement. Ceux qui sont arrêtés sont souvent déjà connus de la police pour vols, violences ou trafics de stupéfiants. Beaucoup sont multi-condamnés, certains portent même un bracelet électronique.

Lors des émeutes, les incendies visent des bâtiments publics, des lieux culturels, des crèches, ou surviennent par vengeance. Des entreprises, notamment du BTP, opérant dans ces zones sont régulièrement victimes de **racket**, orchestré par des « porteurs des intérêts des jeunes de la cité ».

“ Les gains peuvent dépasser les 10 000 € par jour ”

Le commerce de la drogue s'organise selon un modèle structuré : caïds, gérants, vendeurs, ravitailleurs, guetteurs et nourrices. Les gains peuvent dépasser les **10 000 € par jour**. Des immeubles sont squattés, parfois après avoir chassé les occupants légitimes. Ces lieux deviennent insalubres : fenêtres brisées, sang sur les murs, salles de bain dévastées et immondices accumulées. Les habitants qui osent s'opposer sont brutalement sanctionnés : leurs biens sont jetés par les fenêtres et leurs voitures incendiées. Des **squats** servent de base pour les trafics

ou sont exploités par des marchands de sommeil. Les cris y sont constants. Par **peur des balles perdues**, des parents gardent leurs enfants à la maison. Les employés municipaux et les agents de la cité sont souvent **intimidés et fouillés** par les guetteurs. Les journalistes ne sont pas épargnés et se font parfois agresser. Les bureaux et lieux culturels ferment, et même les arrêts de bus sont supprimés dans certains quartiers. Un témoin rapporte : « *Devant une école primaire, des jeunes munis de couteaux menacent de mort parents et enfants... – Vous nous gênez, on va vous tuer* », explique-t-il.

Contexte criminel

Ces quartiers sont des fiefs idéaux pour les narcotrafiquants : enclavés (une seule entrée, espaces vides pour les guetteurs) ... grand parking extérieur (pour les clients) ... voies en impasse (pour bloquer d'autres bandes ou police) ... immeubles sur dalles avec souterrains (pour la fuite) ...

Les supermarchés permettent à la drogue de métastaser.

Les gangs observent des règles strictes : si un charbonneur (vendeur sur le terrain) est pris avec sa sacoche, le guetteur fautif rembourse en travaillant gratuitement.

Cruciaux pour les bas revenus, seuls les transports en commun permettent de se déplacer autour des métropoles. Or dans les ZHC et autour, les agressions de chauffeurs se multiplient (RATP) : **802 agressions physiques en 2019, 891 en 2022**. Chaque jour, à Paris - Petite Couronne, **2 à 3** chauffeurs sont agressés, voire lynchés.

Les entreprises sont des proies pour le racket criminel, surtout à Grenoble, à Marseille, etc. Menaces... exigences de rançons... les patrons doivent se taire et payer. Sur des chantiers, les ouvriers sont intimidés et menacés par des bandits cagoulés. Des entreprises doivent « embaucher » leurs comparses, ou « passer des con-

trats » à leurs « sociétés de sécurité ». Sinon, les engins de chantier sont incendiés et les outils et matériaux, pillés. « *La sécurisation des chantiers dans les QPV coûte des millions d'€... Les incivilités (!) freinent la livraison des programmes immobiliers ; encore d'autres millions d'€ de préjudice* ».

Réaction des habitants

Nîmes, Quartier Pissevin, été 2023 « *Plus de médiathèque, ni de bus* »... « *horaires réduits des crèches et accueils de loisir face à l'insécurité* »... « *On se fait contrôler par des cagoulés au bas de chez nous... Ils demandent qui on appelle sur notre portable* »... « *Une zone de guerre... Le commissariat a disparu depuis longtemps... On va bientôt être comme à Marseille* »... « *Les habitants n'en peuvent plus* »... « *J'habite ici depuis dix ans, c'est de pire en pire* »...

Pantin-Aubervilliers (93), quartier des Quatre-Chemins : « *On nous a abandonnés* ». Tout le département souffre... Les individus reviennent systématiquement (vendeurs de cigarettes à la sauvette). Le maire PS de Pantin constate : « *L'ordre républicain n'existe pas* ».

Marseille, quartiers Nord : cent dispositifs, du « Plan Marshall » de N. Sarkozy à la CRS 8 de Darmanin, on n'observe rien de concret au bas des tours. Les habitants se lamentent : « *Le quartier se dégrade... complètement abandonné par l'État ... On ne voit jamais un policier... C'est l'insécurité totale* ». La mère d'une jeune fille tuée d'une balle perdue (chez elle, au 3e étage, juste après la 12e visite présidentielle de M. Macron) pointe du doigt le problème : « *C'est en France que ça se passe ? Même en Colombie, on voit pas ça... La préfète dit que la police restera le temps qu'il faut... À 20h, ils étaient partis... Vous voyez un policier, ce matin ?* ». À la ZHC de **La Cayolle** : « *On ne sort plus que quand la police est là... Quand ça tirait, on nous a envoyé des médiateurs* ».

Coûts extravagants de la « Politique de la Ville »

Rappelons que l'objectif de l'**Agence nationale de rénovation urbaine** (ANRU) est la « résidentialisation des quartiers », non leur sécurisation.

On compte 7 QPV à **Reims**. Hors aides et subventions de droit commun, la ville y dépense **2 millions d'€/an** « pour limiter les inégalités » - NPRU de la ville, **360m d'€** (2018-2022). Lors d'une flambée de violences et de règlements de comptes dans une (ZHC) de la ville, le **Quartier Orgeval**, on apprend ce qu'a coûté cette ZHC au fil des ans : première phase de « rénovation urbaine », **110 millions d'€** ; 2e phase, **59 millions d'€**, soit **170 millions d'€** de 2008 à 2020, plus des budgets spéciaux éducation, sport, culture et une « caravane de l'emploi ». Reims, quartier Wilson « Requalification urbaine » de l'ANRU : **16,5 millions d'€** pour démolir 3 barres d'immeubles de 120 logements puis reconstruction. Dans la ville, une dizaine de projets de ce genre réalisés depuis 2014 ; d'autres, en cours.

Même chose à **Valence** : « Ces dernières années, plus de **200 millions d'€** [ont été dépensés] pour la rénovation urbaine ».

Préfecture de la Gironde, parmi d'autres : fin 2023, deux nouveaux QPV, **Pessac** « Haut Livrac » et **Bègles** « Maurice Thorez ». Dans ce département, on compte 25 QPV sur 15 communes, soit 74 500 habitants en tout.

Les QPV **Bordeaux-Grand Parc**, **Bordeaux Benaige-Henri Sellier-Léo Lagrange** ont par ailleurs été agrandis, doublant parfois de taille.

Roubaix, nouveau plan de rénovation urbaine (NPRU), **430 millions d'€**.

Nîmes, ANRU, 138 opérations « ces dernières années », pour plus de **400 millions d'€**. Là-dessus, pour les ZHC de **Pissevin** et **Valdegour**, 1 000 logements ont été détruits pour « rénovation urbaine », 800 ont été rénovés. Coût : **300 millions d'€**.

Les ZHC, « Ghettos abandonnés » ?

Les fameux « ghettos abandonnés » par les municipalités et pouvoirs publics sont des bobards publics:

Valence ne manque d'aucune infrastructure. « *-Le quartier, il a tout : maison de santé, des potagers, des écoles* ».

En **Gironde**, tous les Quartiers de la Politique de la Ville disposent de cités éducatives, réseaux d'éducation prioritaire, d'une scolarisation dès 2 ans, d'un dédoublement des classes, d'une ouverture des écoles de 8 à 18h, insertion professionnelle, formations, présence des services publics, etc.

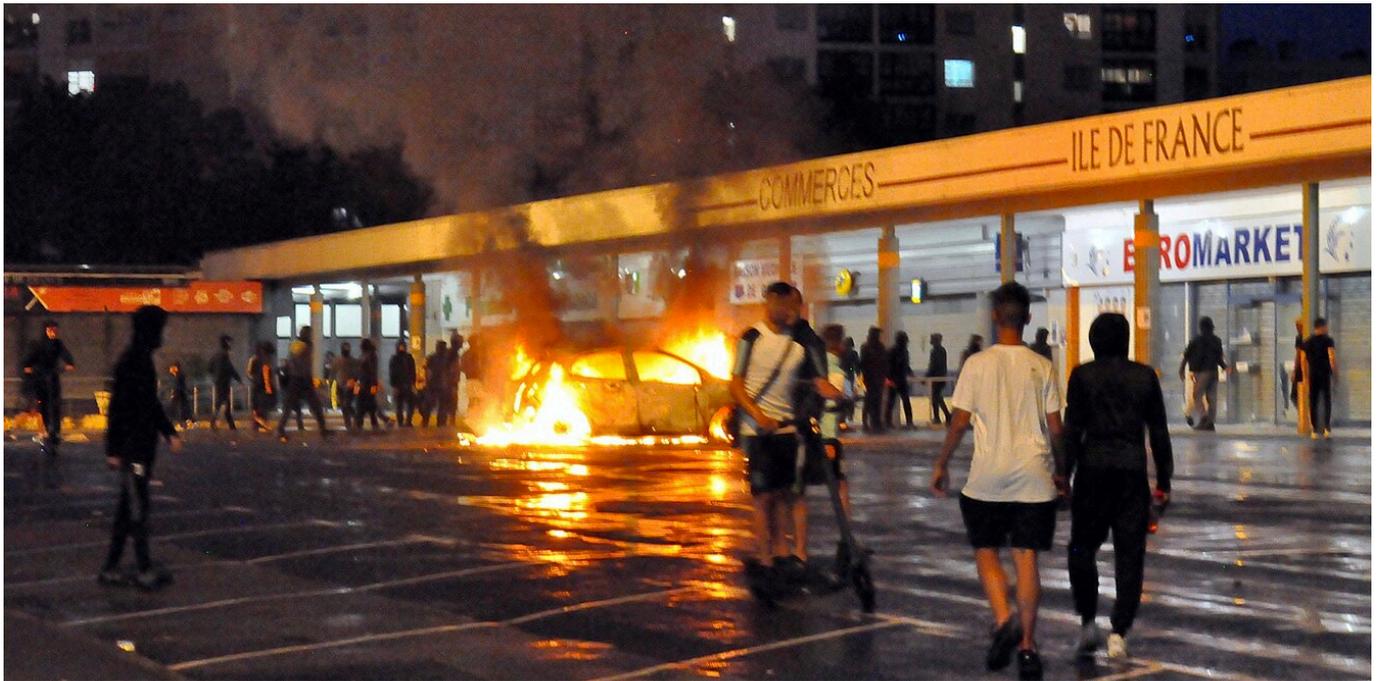
Aveuglement : élus, officiels, médias...

Des élus : « *Se faire agresser, ça arrive à tout le monde* »... « *C'est pas de suite qu'on va régler le problème* ». « *Le maire refuse d'être traité de laxiste... Que faire de plus, rouvrir Cayenne ?* ».

A **Roubaix**, **l'Alma** est zone hors-contrôle (ZHC) « depuis des décennies » - dit le maire de la ville ! (Idem pour les ZHC **Épeule** et **Trois-Ponts**). Sur 500 familles consultées, seules 14 veulent rester. Et les médias parlent de « *quartiers populaires* ».

Après les pires émeutes du siècle à Reims, l'élu local à la « Politique de la Ville » qualifie ces coupe-gorges, où homicides et lynchages se succèdent, de « *sources d'épanouissement* » et déclare : « *tout n'est pas parfait, mais les choses évoluent positivement* ». En **novembre 2023**, dans ladite « source », usuelle bataille entre gangs de **Croix-Rouge** et d'**Orgeval** ; un jeune enlevé vers un parking souterrain y est dénudé et lynché ; scène filmée tournant sur les réseaux sociaux. Pourquoi se gêner ? Après ce lynchage, le jeune majeur coupable sort libre du tribunal.

Novembre 2023, Challenges s'indigne qu'une « *psychose sécuritaire* » règne à Nantes : « *On ne parle plus que d'insécurité... Documentaire éfrayant. Des barons de la droite soufflent sur les braises... "abrutis s'amusant à faire peur"...* » ■



Tour de France des zones hors contrôle (ZHC), sur un semestre

- **Saint-Cyr l'École** : Près d'une ZHC, des narcos cagoulés incendient la voiture du maire...
- **Aulnay-sous-Bois**, sur les 500 caméras de surveillance, 52 ont été détruites lors d'émeutes (elles gênent les dealers) ; 1,2 million de dégâts divers recensés en juillet 2023.
- **Saint-Denis (93)** - Une adjointe au maire est jetée au sol par deux bandits masqués, lynchée à coups de pied et de poings. Racket ? Vengeance ? Silence, l'omerta règne.
- **Pantin-Aubervilliers (93)**, quartier des Quatre-Chemins et nombre de quartiers de ± 30 villes de la « petite couronne » (Ivry-sur-Seine, Le Kremlin-Bicêtre, Villejuif, Créteil, Villeneuve-Saint-Georges, Châtillon, La Courneuve, etc.) : des dizaines de clandestins ou « MNA » vendeurs de cigarettes (contrebande ou contrefaites) assiègent les gares et commerces ; leurs salariés fuient ; les passants se font voler sacs et portables... Tirs et dealers poignardés ; la pharmacie des Quatre-Chemins, « *hôpital de guerre* »... « *Hurlements en arabe* »...

Depuis 2020, ces ventes à la sauvette explosent : Marlboro-bled, 5€, cachets de Rivotril ou Prégabaline, 2€ pièce qui assurent environ **1500€ de revenu quotidien** par clandestin. Près du canal Saint-Denis et du centre commercial du Millénaire, des dizaines de zombies-toxicomanes survivent, de parkings souterrains en halls d'immeubles. Ils sont agressifs entre eux, ils assaillent aussi les femmes et enfants.

(93) encore... **Pierrefitte-sur-Seine** (ZHC Joncherolles), **l'Île Saint-Denis** (ZHC Jean-Lurçat), **Neuilly-sur-Marne** (ZHC Les Fauvettes). Par exemple : 3 tentatives d'homicide par balles en une « nuit agitée ».

• **Saint-Gratien (95)** ZHC des Raguenets : le quartier a en théorie 96 caméras de surveillance, dont (en 2022) 21 sabotées par les narcos... « Pilonnage » de la police : le nouveau « four » (point de vente de la drogue) est à 100m. Police, mairie, bailleur : pas de réaction...

• **Crépol (26)** - Des voyous de la ZHC de La Monnaie à **Romans-sur-Isère** poignardent à mort (gorge et cœur) un ado de 16 ans devant un bal. En novembre, incendies, émeutes anti-police à la Monnaie, 20 voyous cagoulés ravagent le quartier ; nul ne sait pourquoi.

• **Pissevin**, à Nîmes. On compte 60 guetteurs autour et sur les points hauts du fief criminel dont nombre de MNA... Le principal « four » y gagne **40 000-70 000 €/jour**. « *La majorité des habitants, captive, n'a pas les moyens de partir... Ils ne parlent plus que de ça* ». Désarmés, l'État et la mairie y installent des « *cellules d'écoute psychologique* » ou des « *Services à l'égalité des chances* », dont les bandits juvéniles se moquent. Dans cette ZHC et ses voisines, Valdegour, Chemin Bas d'Avignon, 5 fusillades en 9 jours, 2 morts, 3 blessés. Des mâts de vidéosurveillance souvent sciés. « *Les guetteurs contrôlent tout étranger, sinon on est braqué par une arme* »... Pour la municipalité « *Les services de propreté, pas plus que la police, ne semblent avoir ici droit de cité* ».

• **Toulouse, Saint-Aubin** : des individus ivres et drogués stagnent devant les écoles et sur les marches des églises. D'autres, à demi nus, hurlent en pleine rue.

• **Charleville-Mézières**, ZHC de la Ronde-Couture, des incendies ont été volontairement déclenchés, des « jeunes » se battent contre la police... La CRS 8 a fait une brève visite platonique après l'émeute, mais rien pendant...

• **Nantes**. Les téléphones sont volés, vols à l'arraché de sacs ; les passantes harcelées doivent « *réfléchir à tout trajet, à toute sortie* », pour éviter l'agression. Dans la ville, les agressions physiques ont presque doublé. Fusillades, lynchages, agressions à l'arme blanche... L'insécurité règne.

• **Marseille**, quartier Belsunce : la faculté Aix-Marseille Économie & Gestion a été investie par les dealers... Violences répétées, agressions... Le personnel ne se sent plus en sécurité. Les enseignants se disent inquiets et préfèrent les cours à distance. On recense des tirs nocturnes, des menaces de mort. De dealers ont aussi fait irruption au centre médico-psychologique (fermé ensuite) pour y agresser des « balances ».



À La Bricarde, dans le 15e arrondissement de Marseille, 4 « fours » sont tenus par 4 gangs différents.

• **Reims**, un point de deal « démantelé » par la police a redémarré peu après. Il dessert aussi la prison locale... En mars 2023, des émeutes ont éclaté à la ZHC Europe. Bilan : voitures de police ravagées, jets de pierres et tirs de mortiers. Un seul émeutier a été arrêté et condamné à... 70 heures de travail d'intérêt général. Il est sorti libre du tribunal.

• **Clermont-Ferrand**, dans le quartier des Jacobins, le quotidien est marqué par le trafic de drogue, les bagarres, les agressions ainsi qu'une forte présence de sans-abri et de clandestins.

• **Dijon**, dans la zone de haute criminalité (ZHC) de Stalingrad, à 2 heures du matin, un quinquagénaire a été tué par une balle perdue alors qu'il dormait. Devant son domicile, les enquêteurs ont retrouvé cinquante douilles de calibre 7.62 et 9 mm jonchant le sol.

• **Avignon**, dans la ZHC du Docteur Ayme, qui compte 2 500 habitants, les narcotrafiquants ont organisé, le 14 juillet, une fête gratuite pour le quartier. Château gonflable, piscine, barbecue, merguez, boissons et gâteaux étaient offerts. Un parc d'attractions pour enfants et divers jeux étaient également installés. Le programme festif



avait été affiché dans les immeubles. Ce type d'événement s'est aussi déroulé à Nice, dans la ZHC des Liserons, à l'occasion de l'Aïd el-Kebir, où « des familles et beaucoup d'enfants » étaient présents. Ces fêtes servent à amadouer les habitants, renforçant ainsi l'omerta dans ces quartiers.

• **Meaux**, dans la ZHC Beauval, notamment à la Tour Aquitaine, les conditions de vie sont devenues insoutenables. Des logements sont squattés et les parties communes sont devenues de véritables cloaques pestilentiels. Les habitants vivent un calvaire, allant jusqu'à devoir demander la permission pour entrer ou sortir de chez eux.

Après chaque émeute, même radotage, jamais suivi d'effet.

Exemple, le rapport du Sénat (avril 2006) sur la situation des banlieues, après les émeutes de novembre 2005 :

« délinquants toujours plus jeunes » ; « fort taux d'étrangers » ; « immigration clandestine » ; « faille éducative » ; « misère sociale » ; « contrôles d'identité répétitifs » ; « parties communes dégradées » ; « épaves d'automobiles » ; « enclavement » ; « délinquance » ; « peur des représailles » ; « économie souterraine » ; « contrôle des territoires par des malfaiteurs » ; « occupation des halls d'immeubles » ; « rixes entre bandes » ; « absence de sanctions pénales » ; « sentiment de relégation » ; « discriminations ».

Au **Raincy** (93) en 2005 (témoignage du commissaire), les mineurs commettent 83 % des vols avec violence ; 71 % des rackets ; 75 % des cambriolages et 89 % des dégradations.

Qu'est-ce qui change, jusqu'aux émeutes de la fin juin 2023 ? Rien du tout.



... De fins connaisseurs, et pour cause, du ministère de l'Intérieur...



TELEGRAMME

Paris, le 12/02/2025

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur
à

Monsieur le préfet de police,
Mesdames et Messieurs les préfets de zone de défense et de sécurité, de région et de département (métropole et outre-mer), et de police des Bouches-du-Rhône,

Pour information

- Monsieur le préfet, secrétaire général du ministère de l'Intérieur,
- Monsieur le directeur général de la police nationale,
- Monsieur le général d'armée, directeur général de la gendarmerie nationale,
- Madame la directrice générale de la sécurité intérieure.

Objet : Doctrine du dispositif « Villes de sécurité renforcée »

L'avis des experts sur le récent plan sécuritaire de Bruno Retailleau

Le catalogue de B. Retailleau décrit en fait l'action que devraient conduire les diverses unités (Police nationale ou Gendarmerie nationale) sur tout le territoire. **Il ne cible que les villes les plus « sensibles »**, espérant pouvoir renforcer les effectifs locaux via les supplétifs (CRS ou GM), semblant ainsi « mettre le paquet » pour rétablir la sécurité. **La manœuvre est limpide, mais se fracassera sur les mêmes obstacles que, naguère, les Opérations place nette.**

Les politiques devraient comprendre que faire la guerre et reconquérir les territoires perdus **exige la remise à niveau de nos capacités d'intervention**. Nous avons perdu la maîtrise du terrain : reprendre pied oblige à réarmer la police sur les trois composantes de son socle opérationnel. Il est vain de prétendre réprimer

efficacement si, en parallèle, on ne peut développer une action préventive, accompagnée d'une force de dissuasion. Au reste, l'état actuel de la justice/pénitentiaire interdirait de cibler les mineurs ou jeunes adultes.

La décentralisation offre de réelles opportunités de partenariat quand l'État est impécunieux : associer les élus locaux à l'effort ouvre des perspectives intéressantes, mais exige une réelle stratégie partagée, au-delà des simulacres de la « Politique de la ville ». Le partenariat avec les collectivités permet de vraies stratégies positives, mais l'État doit se crédibiliser en renforçant les « Effectifs Moyens de Référence » (EMR) de la Sécurité Publique (dans ses plans pluriannuels). Donc, Retailleau doit faire publiquement le bilan des EMR, ce qui révélerait pourquoi la PN et la GN peinent à affronter l'actuelle criminalité.

SOURCES

Sources et contacts personnels des auteurs - Base documentaire CRIMINO et :

Le Figaro - 21/12/2023 « Saint-Denis (93) : une adjointe au maire PS passée à tabac en pleine rue par des hommes de type nord-africain »

Le Parisien - 20/12/2023 « La vente à la sauvette, un fléau qui s'étend en banlieue »

Le Parisien - 18/12/2023 « Le Millénaire excédé par l'arrivée des toxicomanes »

La Voix du Nord - 17/12/2023 « Guillaume Delbar, la légende urbaine de l'Alma, je ne valide pas »

La Montagne - 14/12/2023 « J'ai peur... Trafic de drogue, agressions, incivilités : le ras le bol des riverains »

Europe1, Le Dauphiné libéré - 6/12/2023 « Grenoble : dans les quartiers sensibles, les entreprises de BTP font face à un système mafieux »

Le Parisien - 4/12/2023 « Le ras le bol des habitants, face aux cambriolages en série »

La Voix du Nord - 2/12/2023 « Un homme blessé par balle sur fond de trafic de stupéfiants »

BFMTV-TF1 - 26/11/2023 « J'aimerais que la France protège mieux ses habitants, moi, je veux quitter Dijon »

Le Monde, Le Dauphiné, Le Figaro - 24/11/2023 « Crépol : Thomas, poignardé à mort »

Le Parisien - 19/11/2023 « Thomas, 16 ans, tué au couteau lors d'une fête de village à Crépol (26) »

Challenges - 16/11/2023 « Nantes saisie par la psychose sécuritaire »

L'Union - 13/11/2023 « La Ronde-Couture s'enflamme puis retrouve le calme »

L'Union - 9/11/2023 « La guerre que se livrent Orgeval et Croix-Rouge a fait une nouvelle victime »

Le Parisien - 9/11/2023 « Après la rixe sanglante, la colère monte aux Quatre-Chemins »

Sud-Ouest - 8/11/2023 « À Pessac et Bègles, deux nouveaux quartiers classés prioritaires »

L'Union - 8/11/2023 « Enquête ouverte après la chute d'un jeune du 4e étage »

France-Bleu - 8/11/2023 « Romans-sur-Isère : après de nombreuses dégradations, un restaurant asiatique ferme ses portes »

Actu.fr - 25/10/2023 « À Toulouse, quartier Saint-Aubin, insécurité, trafics et mendicité »

L'Union - 18/10/2023 « 112 millions pour les Chatillons »

Le Parisien - 14/10/2023 « La voiture de la maire incendiée en pleine nuit »

La Provence - 9/10/2023 « Un commando arrêté en flag' par la PJ »

Journal du Dimanche - 8/10/2023 « Pissevin, nouvelle arène du trafic »

L'Union - 5/10/2023 « Le point de deal cohabitait avec des commerces »

La Provence - 4/10/2023 « La fac' chassée par les dealers ? »

Le Parisien - 3/10/2023 « Chauffeurs de bus, la peur au volant »

Le Midi Libre - 2/10/2023 « Pissevin (Nîmes) : plus de médiathèque, de desserte et de bus »

Libération - 13/09/2023 « Marseille : ils sont venus pour tuer, pour prendre le quartier »

La Provence - 12/09/2023 « Une femme fauchée par balle dans sa chambre » ; « Ce n'est plus un sentiment d'insécurité, c'est l'insécurité totale » ; « Un regain de tension dans les cités du Sud »

L'Union - 11/09/2023 « Les quartiers, ce n'est pas que les émeutes »

La Provence - 5/09/2023 « Politique de la ville : les prochains contrats retardés de trois mois »

Le Parisien - 5/09/2023 « Détruites pendant les émeutes, 52 caméras restent inutilisables »

L'Union - 2/09/2023 « Condamné pour des tirs de mortiers sur la police »

L'Union - 1/09/2023 « Un jeune de Croix-Rouge tabassé devant la gare par une bande d'Orgeval » ; « La barre HLM, espace privilégié du trafic de stupés »

La Provence - 1/09/2023 « On dort dans le salon, de peur de prendre une balle perdue »

Le Figaro - 30/08/2023 « Trafic de drogue : ces quartiers sous la loi des kalachnikovs »

Le Parisien - 30/08/2023 « Dans le monde parallèle de la cité Pissevin »

Le Parisien - 29/08/2023 « Aux Raguénets, le trafic empoisonne la vie des habitants »

Le Figaro - 28/08/2023 « Gangrenée par le trafic de drogue, Nîmes s'enfoncé dans la spirale de la violence »

Le Parisien - 24/08/2023 « Nîmes entre résignation et colère » ; « Une visite éclair et des annonces »

Le Parisien - 23/08/2023 « Pissevin : une plaque tournante de la drogue dans le sud »

Sud-Ouest - 26/07/2023 « À Talence, les trafiquants ont pris leurs aises »

Le Parisien - 21/07/2023 « Au troisième étage, le comptoir des dealers »

Le Figaro - 21/07/2023 « Château gonflable, piscine et barbecue, quand les dealers divertissent les cités »

Nice-Matin - 20/07/2023 « Grillades, structures gonflables, tout gratuit »

La Provence - 19/07/2023 « Dans une cité de Cavaillon, les dealers assurent les animations »

Le Figaro - 11/07/2023 « Ces Nantais qui déménagent à cause de l'insécurité »

La Provence - 9/07/2023 « Belsunce : le centre médico-psychologique fermé sous la menace des dealers »

Le Parisien - 26/06/2023 « Seine Saint-Denis : trois tentatives de meurtres en quelques heures en marge d'une nuit agitée »

L'Union - 13/06/2023 « Victime d'une tentative de meurtre, il avait inscrit deux noms sur un morceau de papier »